



Au Cameroun, Maurice Kamto, le leader de l'opposition, affirme qu'il est "retenu" contre son gré chez lui depuis 5 jours pour avoir appelé à "des marches pacifiques" contre le régime de Paul Biya, depuis 38 ans au pouvoir, mais qu'il est toujours "ouvert au dialogue".

Son appel, co-signé par six autres partis de l'opposition, n'a guère mobilisé, avaient constaté des journalistes de l'AFP à Yaoundé et Douala. Mais le gouvernement avait, plusieurs jours avant, déployé un impressionnant dispositif de sécurité, et promis de réprimer ce qu'il qualifiait d'"insurrection" en vertu d'une loi antiterroriste.

La police a très violemment dispersé mardi le rassemblement de quelque 500 manifestants à Douala, la capitale économique, réclamant le départ de M. Biya, et arrêté ce jour-là des dizaines de personnes dans cette ville et à Yaoundé, au moindre début d'attroupement, dont huit journalistes.

Dans un entretien téléphonique avec l'AFP jeudi et vendredi soir, M. Kamto, 66 ans, célèbre avocat international, challenger de M. Biya à la présidentielle de 2018, emprisonné neuf mois en 2019 pour avoir contesté sa réélection déjà dans des "marches pacifiques", assure aujourd'hui que l'appel de mardi n'est qu'un début mais qu'il est toujours disposé à dialoguer avec le chef de l'Etat.

L'AFP a constaté que son domicile de Yaoundé est encerclé par les forces de l'ordre depuis lundi mais le gouvernement, sollicité pour savoir si M. Kamto était ou non libre de ses mouvements, n'avait toujours pas répondu samedi matin.

Vous n'étiez pas dans la rue mardi à l'occasion de votre appel à des "marches pacifiques". Pourquoi ?

Parce que je ne pouvais pas (...) Jusqu'à présent (vendredi soir, ndlr), je suis bloqué chez moi avec ma maisonnée depuis cinq jours. Personne ne peut ni entrer ni sortir. Vendredi matin, le commissaire du VI^e arrondissement qui couvre mon secteur a dit à ses éléments: vous prenez toute personne qui tente de sortir. Dans ces conditions, ni moi, ni personne dans ma résidence, n'a essayé de sortir. J'ignore moi-même quel est mon statut, car aucun acte ne m'a été signifié jusqu'à présent. Séquestration, placement sous blocus, détention extrajudiciaire, résidence surveillée... Je suis retenu contre mon gré.

Vous vous êtes réjoui d'un "succès" de l'appel à des "marches pacifiques" mardi mais nombre d'observateurs ont constaté une faible mobilisation...

Les médias vont vite en besogne. Dans quel pays avez vous vu un tel déploiement de forces répressives une semaine avant les marches ? (...) Le dispositif, la militarisation des principales villes, parfois y compris des petites villes, a été en place avant, pendant et après. Et au moment où je vous parle, on continue d'arrêter les militants et sympathisants (...). Si s'exprimer c'est mettre un million de gens dans la rue pour qu'on comprenne que le peuple est mécontent, probablement ils ne verront jamais ça au Cameroun parce qu'il y a, dans notre pays, depuis avant les indépendances, une culture de la répression et nos forces de défense et de sécurité sont formées à cela. Mais il y a eu des milliers de manifestants (...) qui ont risqué leur vie pour leur liberté. On a tiré sur eux à Douala. Des gens sont brûlés, je ne sais pas par quoi. Actuellement, nous dénombrons 593 arrestations.

Il y a quelques mois, vous étiez disposé à rencontrer M. Biya. Et aujourd'hui ?

Je reste dans le même état d'esprit. Je n'ai jamais cessé de tendre la main. Je suis toujours disposé à dialoguer. Je suis prêt. Nous sommes ouverts au dialogue. C'est une posture permanente. Nous avons toujours pensé, au Mouvement pour la Renaissance du Cameroun (MRC, dont M. Kamto est le président, ndlr), dès son lancement en 2012, que seul le dialogue permet de régler les différends politiques (...). Il ne faut pas accepter qu'il y ait des débordements jusqu'à la violence. Dans un contexte de répression, de terreur, ceux qui ont marché mardi, comme lors de toutes nos précédentes marches, l'ont fait pacifiquement. Ce n'était pas une insurrection. On n'annonce pas une insurrection.

Le peuple camerounais s'est mis debout. Ce n'est pas une affaire de Maurice Kamto. Ce n'est pas une affaire d'un parti. C'est une affaire d'un peuple qui réalise que les perspectives sont sombres. Ils n'ont plus rien à offrir au Cameroun. Dans ces conditions, s'ils n'ont pas compris, s'ils ne créent pas les conditions d'une alternance, d'un changement pacifique, les Camerounais vont continuer de s'exprimer.

AFP
